

République Française

Département de la Haute-Savoie

Commune de Marin



Dossier n°	DP 074 166 23 B0046
Déposé le :	06/06/2023
Par :	Madame CHARPIN Stéphanie
Sur un terrain sis à :	55 CHEMIN DES NOYEREAUX 74200 MARIN
Pour :	Agrandissement de l'habitation avec changement de destination de la grange en habitation

**ARRETE**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de Marin**

**Le Maire de Marin,**

Vu la déclaration préalable présentée le 06/06/2023 par Madame CHARPIN Stéphanie demeurant 55 CHEMIN DES NOYEREAUX à MARIN (74200) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'agrandissement de l'habitation avec changement de destination de la grange en habitation ;
- sur un terrain situé 55 CHEMIN DES NOYEREAUX à MARIN (74200) ;
- pour une surface de plancher créée de 40 m<sup>2</sup> ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/07/2008, modifié les 18/11/2013 et 19/01/2016, et révisé le 03/06/2015 et le 22/05/2018 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques approuvé le 27/12/2007 ;

Vu les délibérations du 29/06/2017 de la communauté de communes Pays d'Evian - Vallée d'Abondance instaurant la participation pour le financement de l'assainissement collectif (article L.1331-7 et L.1331-7-1 du code de la santé publique) ;

Vu l'avis de la Communauté de communes Pays d'Evian - Vallée d'Abondance en date du 13/07/2023 ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc en date du 15/06/2023 ;

Vu l'avis d'ENEDIS - Service urbanisme en date du 06/07/2023 ;

Vu les pièces fournies au dossier en date 05/07/2023 et en date du 20/07/2023 ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2 :**

Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau public d'assainissement collectif seront strictement respectées (cf. avis technique de la CCPEVA). Les eaux usées et les eaux pluviales seront séparées.

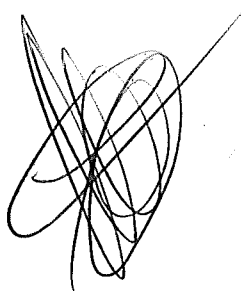
Au titre de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC), le bénéficiaire du permis est assujéti au versement de la somme de 1040 €. Cette somme est donnée à titre indicatif (cf. avis technique de la CCPEVA).

Les eaux pluviales des bâtiments et surfaces imperméables devront être collectées, puis raccordées au réseau public d'eaux pluviales (article UH.8 du règlement du plan d'urbanisme).

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux ne devra être adressé qu'après réalisation des abords prévus dans la demande susvisée (article R.462-1 du code de l'urbanisme).

Fait à MARIN, le 01 AOUT 2023

Le Maire,  
Pascal CHESSEL



INFORMATION TAXES : Ce projet est soumis au paiement de la taxe d'aménagement. L'information du montant exigible vous sera adressée ultérieurement. Ce projet est soumis au paiement de la redevance d'archéologie préventive. L'information du montant exigible vous sera adressée ultérieurement.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Par dérogation au régime de droit commun, le décret n°2014/1661 en date du 29/12/2014 porte le délai de validité à 3 ans. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :** Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.